

viande. Si le commerce étranger pouvait prendre un nombre considérable de ces bœufs maigres, ce serait de la plus haute importance pour le maintien des prix dans ce pays.

Si l'on consulte de nouveau les rapports des Etats-Unis, on voit que le bétail dans ce pays augmente, non par centaines ni par milliers, mais des centaines de milliers et des millions. Par exemple, il y a eu en 1890, en ce qui concerne les seuls bestiaux, une augmentation de 2,470,865 têtes sur le chiffre de 1889. L'augmentation du nombre des cochons, dans cette même année a été de 1,301,188, et l'année dernière encore, le nombre des bestiaux aux Etats-Unis a augmenté de 1,172,251 têtes sur le chiffre de l'année précédente; et on voit aussi que le prix moyen de ces animaux est beaucoup au-dessous du prix moyen payé au Canada. Si l'on étudie l'industrie des cochons aux Etats-Unis on voit qu'en 1890, il y avait 51,602,780 de ces animaux sur les marchés, soit une augmentation de 1,300,000 sur le chiffre de 1889, sans compter 3,105,000 de ces animaux qui sont morts du choléra des cochons. En 1891, on constate une augmentation de 1,722,917 dans le nombre de ces animaux vendus sur les marchés, et une augmentation de \$30,837,492 dans la valeur des produits du cochon aux Etats-Unis. Si nos cultivateurs avaient à soutenir la concurrence des cultivateurs américains dans la production du lard, l'effet sur notre commerce serait simplement désastreux. La délégation que le ministre des finances a reçue en audience l'autre jour avait la certitude qu'actuellement le lard américain en baril était offert en vente au Canada au prix d'environ \$7.50 par baril. On constate que les exportations de produits du cochon des Etats-Unis se sont élevées, l'année dernière, à 1,300,000,000 livres, outre les cochons vivants au chiffre de 45,000, et cette année les produits de cochon des Etats-Unis, cités et villes non comprises, représentent une quantité de 3,470,000,000 livres. Le rapport officiel des Etats-Unis dit à ce sujet :

Aucun compte n'est tenu des cochons tués et consommés par les cultivateurs, ou vendus dans les villages, villes et cités, sans être convertis en salaisons, car il n'y a pas de données certaines qui puissent servir à en déterminer le nombre.

Parlons maintenant des chevaux. L'honorable député de Wellington-nord (M. McMullen) a cherché à prouver que les cultivateurs canadiens profiteraient du libre-échange avec les Etats-Unis dans la vente de leurs chevaux. J'admets volontiers qu'à l'époque dont il parle, c'est-à-dire sous l'opération de l'ancien traité de 1854, nous avions aux Etats-Unis un marché pour nos chevaux. Tout le monde sait qu'à cette époque la guerre civile faisait rage aux Etats-Unis et que les chevaux se vendaient facilement pour la cavalerie. A cette époque encore, on était à coloniser les Etats de l'Ouest et les cultivateurs de l'Est y envoyaient leurs chevaux; tandis qu'aujourd'hui, ces mêmes Etats de l'Ouest exportent des chevaux par milliers et par dizaines de milliers. On sait aussi que dans les cités et villes des Etats-Unis on faisait jusqu'à ces derniers temps, un grand usage des chevaux pour les tramways, mais un autre pouvoir moteur a remplacé les chevaux et le nombre de ces animaux employés dans ce service diminue graduellement, ce qui fait que la demande des chevaux est bien moins forte qu'auparavant. En consultant le rapport officiel des Etats-Unis, on voit qu'en 1889, le prix moyen des chevaux par tête, aux Etats-Unis, était de \$71.89, qu'en 1890 il était de \$68.84, et que

l'année dernière il était tombé à \$65.01, sur les marchés des Etats-Unis. On voit qu'au lieu de rechercher aux Etats-Unis un marché pour nos chevaux, il vaut mieux chercher ici. On constate que dans notre Nord-Ouest des milliers de chevaux sont amenés tous les ans par contrebande ou par la douane. L'année dernière, la valeur totale des chevaux importés des Etats-Unis au Canada a été de plus de \$116,000. Naturellement, nous en avons vendu un grand nombre aux Etats-Unis; mais le jour approche où il sera du devoir du gouvernement canadien de protéger nos cultivateurs contre les chevaux des prairies de l'Ouest.

Dans presque tous les produits de la ferme, nos cultivateurs canadiens ne sauraient soutenir la concurrence avec les produits bon marché des fermes des prairies de l'Ouest aux Etats-Unis. Là, le cultivateur, quand il s'établit sur une terre, la trouve toute défrichée; il n'est pas tenu de la clôturer; en règle générale, sa maison ne coûte pas cher, et il n'est pas tenu de se payer le luxe d'édifice dispendieux. Dans les vieilles provinces de la confédération, il faut d'abord que le cultivateur défriche la terre, ce qui, avec l'arrachage des souches et des roches, exige un rude travail de plusieurs années. Je déclare sans hésiter que sur la plupart des fermes des provinces d'Ontario et de Québec, les clôtures et édifices représentent la pleine valeur de n'importe quelle ferme des prairies de l'Ouest.

Qui plus est, dans les Etats de l'Ouest, les cultivateurs ne sont pas exposés aux longs hivers que nous avons ici. En moyenne, nos cultivateurs sont obligés de nourrir leurs animaux pendant six ou sept mois de l'année, et il leur est tout à fait impossible d'élever des cochons ou des bestiaux, ou des animaux quels qu'ils soient, pour faire concurrence aux produits à bon marché des Etats de l'Ouest. Si l'on examine la situation dans les Etats de l'Est, on voit que les cultivateurs y sont appauvris par la concurrence des cultivateurs de l'Ouest.

L'honorable député d'Oxford-sud (Sir Richard Cartwright) qui est censé représenter le sens financier de la gauche, parle dans les discours qu'il prononce dans tout le pays, de la désolation qui existe dans Ontario, par suite de la dépréciation de la valeur des fermes. Et bien, je puis lui signaler la vallée de Genesee, considérée par un bon nombre comme le jardin des Etats-Unis, où la valeur des fermes a été réduite d'un tiers ou d'une moitié pour la même cause. Je suis frappé de voir que ces honorables députés en parcourant le pays, n'aient pas cherché une explication franche de la diminution de la valeur des fermes dans les vieilles provinces. Dans l'étude de ces questions, il vaut autant être juste; et je suis convaincu que s'ils avaient discuté cette question en s'appuyant sur une base raisonnable, et s'ils n'avaient pas essayé de tromper les électeurs, les récentes élections partielles n'auraient pas eu pour eux le résultat désastreux qu'elles ont eu.

L'honorable député d'Oxford-sud, dans les discours qu'il a prononcés en parcourant le pays, a affirmé que la cause de la diminution de la valeur des fermes dans ce pays est la politique financière du gouvernement. Y a-t-il un membre de cette chambre, ou même un écolier dans toute la confédération, qui ne connaisse la cause réelle de cette dépréciation de valeur? Nous admettons qu'il y a une dépréciation, mais elle a une cause légitime—la cause de l'offre et de la demande. Dans notre Nord-Ouest, on a colonisé des millions d'acres de